

Manifestation du 1^{er} mai à Toulouse : intervention de Solidaires 31

Pour le monde du travail, les salarié-e-s, la date du 1^{er} mai n'est pas anodine !

C'est une journée de mémoire, une journée de luttes et de combats, une journée de solidarité internationaliste, une journée de revendications !

Aujourd'hui cette journée est mise à mal :

Quand l'actualité internationale souligne l'abandon des populations devant des impérialismes néfastes : en Ukraine, en Palestine, en Afrique, partout dans le monde nous constatons chaque jour les effets de l'oppression, du colonialisme, de la mise à mal des peuples.

Quand le sexisme s'assume dans le débat public sans filtre ni bémol et l'absence de volonté réelle de défendre l'égalité et la place de chacun-e dans nos sociétés !

Quand le gouvernement, soutenu par l'extrême droite, s'efforce ces derniers jours de mettre en cause le caractère férié et chômé du 1^{er} mai et de ne pas appliquer le code du travail dans certains secteurs.

Le premier mai n'est pas un jour comme les autres, c'est une conquête arrachée par les luttes et la détermination du monde du travail. Et c'est précisément pour cela qu'il est aujourd'hui dans le viseur ! Autrement dit, organiser le contournement de la loi.

Pour *L'Union Syndicale Solidaires* le signal est clair et inacceptable. Donner instruction aux services de contrôle de fermer les yeux, c'est fragiliser l'État de droit et mettre les salarié-e-s en première ligne.

C'est aussi ouvrir la porte à toutes les pressions patronales sur les salarié-e-s. Le prétendu « volontariat » n'a que peu de sens dans un lien de subordination.

Cette offensive ne tombe pas du ciel. Elle s'inscrit dans une stratégie globale d'augmentation du temps de travail et de remise en cause des droits collectifs. Le 1er mai, journée internationale de lutte, porte pourtant l'exact inverse : la réduction du temps de travail et l'amélioration des conditions de vie. De Chicago en 1886 à Fourmies en 1891, cette date est marquée par des combats et des vies brisées pour obtenir des droits que certains voudraient aujourd'hui détricoter.

Nous savons ce que signifient ces politiques : suppressions d'emplois, dégradation des conditions de travail, perte de sens des missions.

Défendre le 1er mai, c'est aussi défendre nos services publics, leur utilité sociale et les agent·es qui les font vivre.

Ce qui se joue dépasse largement une seule journée. C'est une vision du travail et de la société qui est en cause. D'un côté, un gouvernement prêt à contourner ses propres règles pour répondre aux exigences patronales. De l'autre, un mouvement syndical qui rappelle que les droits ne sont jamais acquis et qu'ils doivent être défendus collectivement.

L'Union Syndicale Solidaires le réaffirme : on ne touche pas au 1^{er} mai : plus que jamais il est nécessaire de se mobiliser massivement pour défendre cette journée symbolique de l'histoire du monde du travail !

Ce rappel est d'autant plus nécessaire quand cette semaine nous faisons vivre sur nos lieux de travail une autre date avec ce 28 avril « *la journée mondiale de la santé et la sécurité au travail* ». Partout dans le monde cette journée porte une exigence claire : prévenir les accidents, combattre les maladies professionnelles, protéger les travailleurs et les travailleuses.

C'est dès lors l'occasion pour nous de rappeler l'importance de garantir à chacun-e des conditions de travail dignes ; des effectifs suffisants ; une véritable prévention des risques professionnels.

Cette exigence est essentielle dans le quotidien au travail des équipes.

Que ce soit à la SNCF, aux Finances Publiques, à l'Éducation Nationale, à la Poste ou à Orange, les suicides et tentatives de suicide sont de plus en plus nombreux. Même si nous savons que ces drames sont multifactoriels, ils ne peuvent être déconnectés du contexte professionnel. Nous refusons, comme le font nos directions et administrations, de renvoyer la responsabilité sur les collègues eux-mêmes, évitant ainsi de questionner l'organisation du travail et les conditions de travail dégradées qu'elles leur imposent.

En effet, partout on retrouve les mêmes grandes évolutions du travail : l'individualisation (qui oppose les salarié-es entre elles/eux et les isole), la standardisation (qui sur-prescrit et nie le travail réel), la normalisation (qui prétend à une qualité totale, mais qui introduit surtout le mensonge dans le travail), et les réorganisations permanentes (qui brisent les solidarités collectives et plongent tou·tes les salarié-es dans une précarité créatrice d'anxiété permanente). Tout ceci au nom de la compétitivité, de la concurrence, de la guerre économique, exigeant « *des sacrifices* » toujours plus grands.

Il est donc urgent d'arrêter cette machine à broyer, d'imposer un STOP global et généralisé de toutes les restructurations des organisations de la production et du travail. Il est temps de réinterroger de manière collective et solidaire, la question du sens et du but des organisations de la production et du travail dans une société, plutôt que de nous laisser entraîner par des capitalistes insatiables pour qui nos vies n'ont aucune valeur.

Face à la montée des suicides et tentatives de suicide, face aux réalités de nos vies au travail, *L'Union Syndicale Solidaires* continuera de défendre des exigences : reconnaissance, enquêtes approfondies, mises en place de mesures de prévention effectives et transformation des conditions et organisations de travail !

Ce rappel souligne l'importance de l'action syndicale et nous nous efforçons de rendre utile chaque jour le syndicalisme pour informer, défendre nos collègues.

Vive le syndicalisme ! Vive nos luttes !